

ENQUETE PUBLIQUE

Société VAL de l'ARC

ZAC EUROFLORYPARC Commune de BERRE L'ETANG MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE NOUVEAUX SILOS ET REORGANISATION DU STOCKAGE EXTERIEUR

DÉCISION N° E19000033/13 DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DU 22 FEVRIER 2019

ARRÊTÉ DU PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE DU 19 MARS 2019



Commissaire Enquêteur Jean-Claude CICCARIELLO

**Conclusions Motivées au Titre des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement « ICPE »**

JC CICCARIELLO

Table des matières

Préambule	4
1- Le site, installations présentes et en projet.....	4
2- Environnement proche	5
a) Schéma du site avant et après constructions des nouvelles installations.....	6
b) Tableau récapitulatif des capacités de stockage sur le site.....	6
c) Schéma des installations « implantations »	7
3- Critères des Installations classées et les régimes associés	8
3-1 Critères de classement.....	9
3.2 Rubriques liées aux activités du site VAL de l'ARC	9
4. Demande d'autorisation	10
5- Modalités de l'enquête.....	11
6. Etude d'impact	12
6.1 Les objectifs fondamentaux.....	12
6.2 Contenu de l'étude.....	13
6.3 l'étude du maître d'ouvrage	13
Conclusion	14
7. Etude de Danger.....	14
7.1. Contenu de Etude.....	14
7.2. L'Etude indique	15
Conclusion	15
8. Hygiène et sécurité	16
Conclusion	17
9- Conclusions motivées	17
a) Sur la forme de la procédure	17
b) Sur le fond et les observations	18
1- Analyse du commissaire enquêteur des dossiers produits des différents Organismes d'Etat DREAL et MRAe.	20
2- Ensemble des avis des différents Organismes d'Etat.....	21
3- Graphique des Avis	22
4- Analyse et avis du commissaire enquêteur « Mairie de Rognac »	23
5- Carte 2008 produite par l'exploitant et utilisé pour son évaluation	24

6- Carte 2019 produite par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône Direction des Routes et des ports et utilisé par le commissaire enquêteur pour son évaluation.....	25
9.1 Discussion	26
9.2 Schéma Fonctionnel	27
9.3 Observations et remarques	28
9.3.1 Présentation des Questions et observations Commune de VELAUX.....	28
9.3.4 Graphique de répartition des question et Observations Velaux	32
9.3.2 Conclusion sur les Questions et observations Velaux	33
9.3.3 Présentation des Questions et observations Commune de Berre l'Etang	33
9.3.5 Graphique de répartition des question et Observations Berre l'Etang	36
9.3.6 Conclusion sur les Questions et observations Commune de Berre l'Etang.....	36
Conclusion générale.....	37
Recommandations	39

Préambule

La société VAL DE L'ARC, filiale du groupe KATOEN NATIE souhaite agrandir sa plateforme logistique et de stockage de produits divers situé à BERRE-L'ETANG, plus précisément sur la ZAC d'EURO FLORY PARC.

La présente demande porte sur la construction d'un entrepôt de stockage de 2 cellules avec un bloc bureaux/locaux sociaux, d'un local sprinkler et sa réserve associée, d'un local chaufferie, d'un local de stockage de matériels de maintenance, de 63 silos verticaux, de 2 bassins de récupération des eaux pluviales, ainsi que la modification de certaines installations existantes.

La vocation de la société VAL de l'ARC est uniquement liée à la logistique.

Réception, au stockage en silos :

- De matières plastiques sous forme de granulés,
- De PVC en état pulvérulent,
- De matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent.

A l'ensachage d'une partie des produits et leurs palettisations en sacs ou dans des grands récipients pour vrac « GRV » et stockage à l'extérieur et dans les futures cellules.

Le site pourra de façon ponctuelle réceptionner des produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, fongicides etc..

La manutention des produits palettisés s'effectue à l'aide de chariots automoteur alimentés au GPL et électrique alimenté par des batteries lithiums.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

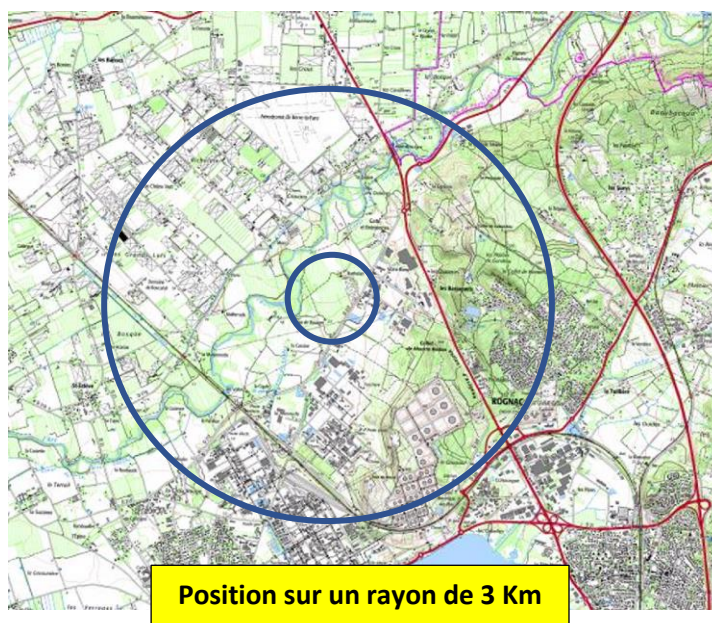
1- Le site, installations présentes et en projet

- De 57 silos verticaux de 500 m³ de capacité unitaire **(installations existantes à ce jour),**
- **D'un entrepôt de stockage d'environ 18 000 m² composé de 2 cellules et d'un bloc bureaux/locaux sociaux de 244 m² (nouvelle installation) ;**
- D'une zone de stockage extérieure d'environ 3 900 m² **(installation existante modifiée) ;**
- **De 63 silos verticaux de 500 m³ de capacité unitaire (nouvelles installations),**
- **D'un local sprinkler de 111 m² et de sa réserve d'eau (nouvelles installations),**
- **D'un bassin étanche et d'un bassin végétalisé pour la récupération des eaux pluviales (nouvelles installations),**
- **D'un local chaufferie de 111 m² (nouvelles installations) ;**
- **D'un local de stockage de matériels de maintenance (pièces détachées pour les**
- **Chariots et consommables),**
- **D'une citerne de GPL et de son poste de distribution associé (installations existantes modifiées).**

2- Environnement proche

Le Projet porté par la société VAL de L'ARC est situé dans la zone d'activité d'EUROFLORY PARC sur la commune de BERRE L'ETANG.

La superficie totale d'implantation des installations est d'environ 6 hectares. Les installations de la société VAL DE L'ARC sont implantées sur les parcelles cadastrales n° 356, 357, 360, 365, 377, 379 et 462 de la section UEb.



a) Schéma du site avant et après constructions des nouvelles installations

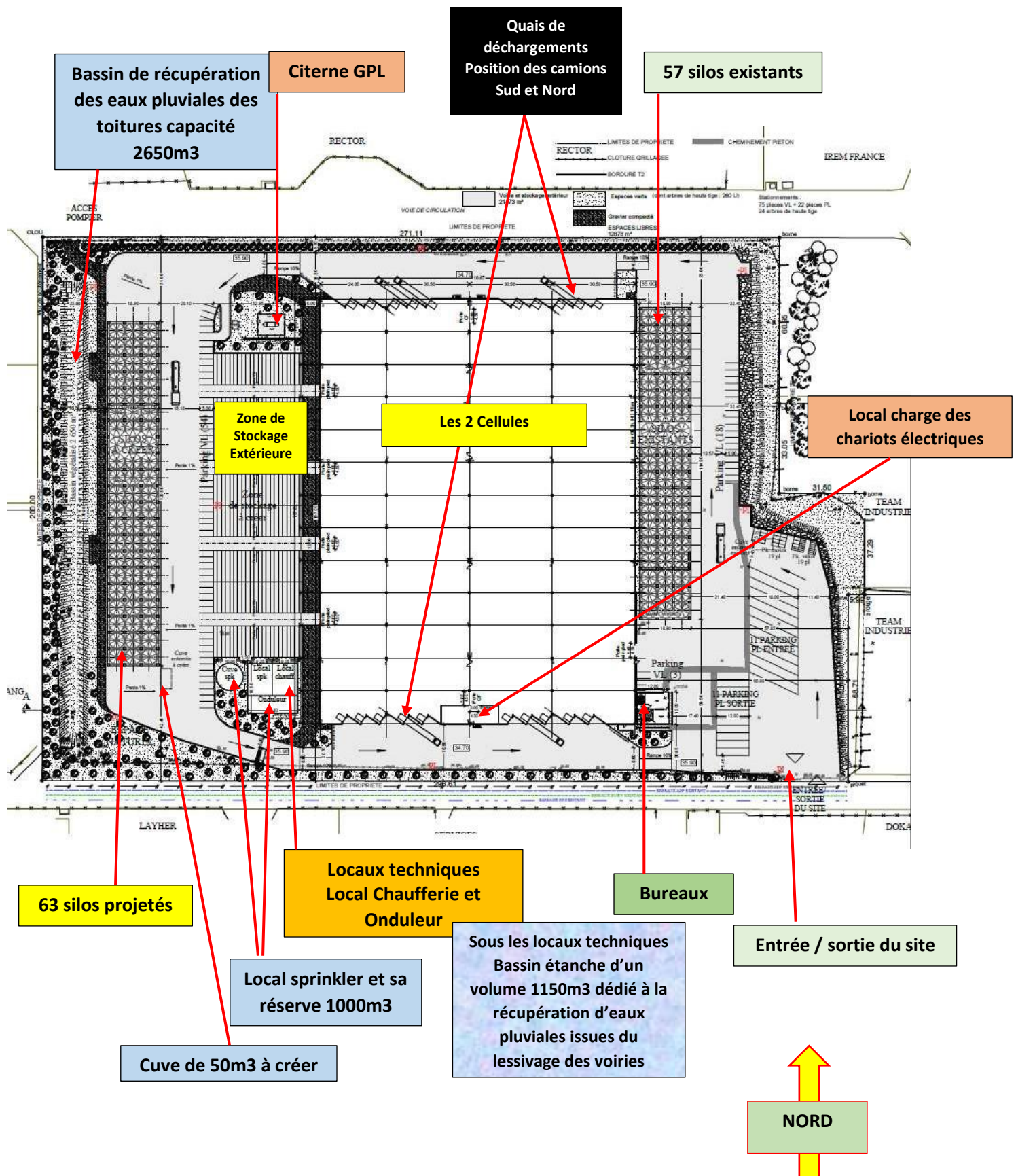
AVANT
<ul style="list-style-type: none"> • 57 Silos de 500m3 de capacité unitaire • Une aire de stockage Extérieure de 5760m² <ul style="list-style-type: none"> - 2 ilots de 12x60 m - 3 ilots de 24x60m - 4 allées de circulations de 5m de largeur et 60m de long • Une citerne de stockage de GPL • Station de distribution de GPL • Un bâtiment modulaire pour bureaux • Un bâtiment modulaire pour vestiaires et réfectoire • Trois conteneurs pour l'entreposage de petit matériel

APRES
<ul style="list-style-type: none"> • 57 Silos de 500m3 de capacité unitaire • Une aire de stockage Extérieure de 3900m² <ul style="list-style-type: none"> - 2 ilots de 11,50mx34,50 m - 3 ilots de 23mx 34,50m - 4 allées de circulations de 5m de largeur sur 34,50m de long • Une citerne de stockage de GPL mais déplacée au nord • Station de distribution de GPL mais déplacée au nord • Un entrepôt couvert de 18000m² composé de 2 cellules • Un bloc bureaux de 244m² Rdc+1 • 63 silos de 500m3 de capacité unitaire • Un local sprinklers et sa réserve d'eau • Un local chaufferie • Un local dédié au stockage du matériel • Un bassin de récupération des eaux pluviales • Un bassin étanche de récupérations des eaux de lessivage des voiries

b) Tableau récapitulatif des capacités de stockage sur le site

Type	Nombre	Équipements	Surface m ²	Volume m3	Capacité totale T
Silos	57	Existants		500	17100
Silos	63	Futur		500	18900
Extérieur		Existant	5670	20700	
Extérieur		Futur	3900	14283	
Cellule (1)		Futur		18000	27360
Cellule (2)		Futur			30750
				53983	77100

c) Schéma des installations « implantations »



3- Critères des Installations classées et les régimes associés

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, présentées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement	Capacité projetée
2160-2-a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ .	Volume max>15000m3	60 000 m ³
2662-1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ .	Volume max>40000m3	264 648 m ³
2663-1-a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45 000 m ³ .	Volume max≥45000m3	204 648 m ³
2663-2-a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m ³ .	Volume max≥80000m3	204 648 m ³
1510-2	E	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³ .	Volume situé 50000m3≤volume de l'entrepôt<300000m3	241 834 m ³ 30 750 t
1530	E	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	Volume situé 20000m3≤volume de l'entrepôt<50000m3	49 900 m ³
1532-2	E	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	Volume situé 20000m3≤volume <50000m3	49 900 m ³
1414-3	DC	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).		-
4440-2	D	Solides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.	2 tonnes ≤Quantité<à50 tonnes	40 t
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	20 tonnes ≤Quantité<à 100 tonnes	59 t
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance maximale >50KW	PM>50KW
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	Puissance maximale < 2MW	1,1 MW
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité <à 15 tonnes	14 t
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité <à 500 tonnes	50 t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement	Capacité projetée
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Quantité <à 50 tonnes	49,9 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Quantité ≤à 100 tonnes	59 t
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Quantité <à 6 tonnes	5 t

3-1 Critères de classement

Critères	Libellé
A	Autorisation
D	Déclaration (avec contrôles périodiques)
E	Enregistrement
NC	Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

3.2 Rubriques liées aux activités du site VAL de l'ARC

Le site d'exploitation sera dans sa nouvelle configuration soumis à autorisation au titre des rubriques 1530, 1532, 2160-2, 2662, 2663-1 et 2663-2 de la nomenclature ICPE, résumé dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement	Capacité projetée
1530	E	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	Volume situé 20000m ³ ≤volume de l'entrepôt<50000m ³	49 900 m ³
1532-2	E	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	Volume situé 20000m ³ ≤volume <50000m ³	49 900 m ³
2160-2	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ .	Volume max>15000m ³	60 000 m ³
2662-1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ .	Volume max>40000m ³	264 648 m ³
2663-1	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45 000 m ³ .	Volume max≥45000m ³	204 648 m ³
2663-2	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m ³ .	Volume max≥80000m ³	204 648 m ³

L'analyse du tableau montre que les valeurs relatives aux capacités projetées rentrent et répondent aux critères de classement. De ce fait l'établissement n'est pas classé sous le régime SEVESO seuil bas ou seuil haut ceci au regard des calculs effectué qui sont sous la responsabilité de l'exploitant et selon les règles de calcul de la directive SEVESO III.

4. Demande d'autorisation

La société VAL de L'ARC sollicite l'autorisation d'exploitation d'une installation industrielle classé ICPE, Installation Classée pour la Protection de l'Environnement. Toutefois une partie des installations existent déjà, dont la fonction principale est l'entreposage de polymères.

Le site abrite actuellement 57 silos verticaux de 500m³ chacun soit un volume 28500m³, d'un entreposage extérieur d'environ 4000m² ainsi que d'une station de distribution GPL dédié au fonctionnement des engins de manutention.

La société VAL de L'ARC projette la création d'autres installations à savoir un entrepôt couvert constitué de 2 cellules d'une surface 18000m² offrant un volume d'environ 247600m³, la création de 63 silos verticaux de 500m³ chacun quasi-identique à ceux déjà présents sur le site, le déplacement de l'aire d'entreposage extérieure tout en réduisant la surface de 1800m².

- ◆ Les activités de la société VAL DE L'ARC sont et seront entièrement orientées vers la logistique, à savoir :
 - Réception et stockage « **Polymères** » de matières plastiques sous forme de granulés dans des silos,
 - Réception et stockage « **Polymères** » du PVC en état pulvérulent dans des silos ;
 - Réception et stockage de matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent,
 - Ensachage d'une partie de ces produits et palettisation des sacs ou dans des Grands Récipient pour Vrac (GRV), puis stockage des palettes en extérieur ou entrepôt,
 - Réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières plastiques,
 - Réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières minérales,
 - Réception et stockage en entrepôt de palettes de biens de consommation divers ;
 - Expédition des produits en vrac et/ou conditionnés sur palette.
 - ◆ Afin de pouvoir effectuer l'ensemble de ces activités, la société VAL DE L'ARC a mis ou mettra en place une station de distribution de GPL pour ses chariots élévateurs alimentés par une cuve de stockage de GPL, un local de charge dans l'entrepôt pour la recharge des batteries des chariots élévateurs électriques utilisés dans l'entrepôt, et un local chaufferie avec son alimentation en gaz naturel.
 - ◆ Le site pourra également accueillir quelques produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, des produits pour piscine de type galets de chlore, fongicide, etc, de manière ponctuelle.
- ◆ Sur le site, d'autres activités relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement seront également exercées, mais celles-ci ne seront pas classées.

5- Modalités de l'enquête

Les modalités de l'enquête ont été définies en concertation avec les services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Elles ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral N° 2017-283-A figurant en annexe et se résumant ainsi :

- Durée : du 08 avril 2019 au 10 mai 2019 inclus
- Lieux : Berre l'Etang (siège de l'enquête), Rognac, la Fare Les Oliviers et Velaux
- Permanences du commissaire enquêteur : Les jours et la durée des permanences ont été convenus avec la préfecture en fonction des horaires d'ouvertures des mairies, présentés dans le tableau ci-dessous.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions, aucun fait notable n'a été remarqué pouvant donner lieu à être signalé.

Durant la période de l'enquête les registres ont été tenus à la disposition du public dans les mairies et suivant le planning défini dans le tableau ci-dessous.

Enquête publique VAL de l'ARC								
Période du lundi 08 avril 2019 au vendredi 10 mai 2019 inclus								
Horaires des Mairies								
Lieux	Berre l'Etang		La Fare les Oliviers		Velaux		Rognac	
Jours	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mardi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	14h00-17h00	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mercredi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Jeudi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Vendredi	8h30-12h30	14h00-17h00	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Planning des permanences								
JC CICCARELLO								
Lundi	08-04-2019 8h30-12h30							
Mardi					16-04-2019 8h00-12h00			
Mercredi								
Jeudi			11-04-2019 9h00-12h00				18-04-2019 9h00-12h00	
Vendredi	10-05-2019 8h30-12h30							

Le dossier d'enquête était par ailleurs consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site de la préfecture des bouches du Rhône, une adresse mail a été ouverte afin que le public qui ne pouvait se déplacer puisse faire part de ses observations. pref-ep-valdelarc@bouches-du-rhone.gouv.fr. Enfin le public avait la possibilité d'adresser par voie postale ses observations à la mairie de BERRE l'ETANG, siège de l'enquête.

6. Etude d'impact

6.1 Les objectifs fondamentaux

Etape essentielle de l'évaluation environnementale des travaux et projets d'aménagement ;

1. Concevoir un meilleur projet

Pour le maître d'ouvrage d'un projet, elle constitue le moyen de démontrer qu'il prend bien en compte les préoccupations d'environnement.

Elle doit être considérée comme un outil performant pour intégrer l'environnement dans les projets d'aménagement et donc en favoriser la conception.

- Respectueux de l'homme, des paysages et des milieux naturels,
- Soucieux d'économiser l'espace, d'épargner les espèces, de limiter la pollution de l'eau, de l'air ou des sols ;

2. Éclairer l'autorité administrative sur la décision à prendre

L'étude d'impact contribue à :

Informer l'autorité administrative compétente pour autoriser les travaux sur la nature et le contenu de la décision à prendre (autorisation, approbation, refus) ;

- **Guider** celle-ci pour définir les conditions dans lesquelles cette autorisation est donnée (mise en œuvre des mesures de suppression, de réduction et de compensation des effets dommageables, par exemple),
- **Définir** les conditions du respect des engagements pris par le maître d'ouvrage (suivi des conséquences du projet sur l'environnement pendant les phases de réalisation et d'exploitation, par exemple).

3. Informer le public et le faire participer à la prise de décision

Depuis les premières ébauches du projet jusqu'à l'enquête publique, la participation active et continue du public est essentielle car elle contribue à la définition des alternatives et des variantes du projet étudié.

Pour le maître d'ouvrage, l'élaboration de l'étude d'impact constitue l'occasion d'engager le dialogue avec la population, les associations et les partenaires institutionnels.

Avant de finaliser son projet, il peut ainsi expliquer sa démarche d'intégration de l'environnement, mais aussi affirmer sa capacité à prendre en compte les préoccupations de ses interlocuteurs.

Sans rappeler ici ni le détail des obligations réglementaires, ni les méthodes ou guides d'élaboration disponibles, toute étude de dangers doit s'appuyer sur une description suffisante des installations, de leur voisinage et de leur zone d'implantation.

Elle doit présenter les mesures organisationnelles et techniques de maîtrise des risques et expliciter, s'ils sont pertinents, un certain nombre de points clés fondés sur une démarche d'analyse des risques :

- Identification et caractérisation des potentiels de dangers,
- Description de l'environnement et du voisinage,
- Réduction des potentiels de dangers,
- Présentation de l'organisation de la sécurité,
- Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers,
- Accidents et incidents survenus (accidentologie),
- Evaluation préliminaire des risques,
- Etude détaillée de réduction des risques,

- Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en termes de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection,
- Evolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant,
- Résumé non technique de l'étude de dangers – Représentation cartographique.

6.2 Contenu de l'étude

L'étude d'impact jointe au présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter comporte les éléments suivants :

- La présentation de l'état actuel du site et de son environnement,
- L'analyse des effets directs et indirects de l'installation sur l'environnement et l'analyse de l'origine, de la nature et de la gravité des impacts et des inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation.

Ledit paragraphe précise :

- La nature et la gravité des risques de pollution de l'air, de l'eau, des sols,
- La nature et le volume des déchets,
- Les conditions d'utilisation de l'eau,
- L'environnement sonore des installations,
- Le trafic engendré.

Les mesures envisagées pour réduire ou compenser les dommages potentiels sur l'environnement, ainsi que leurs coûts,

La justification des solutions retenues.

6.3 l'étude du maître d'ouvrage

Indique :

- Que le projet n'a aucune incidence sur la biodiversité,
- Que le projet n'a aucun impact sur le paysage, que les bâtiments projetés ne portent pas atteinte aux lieux avoisinants,
- Que les circuits d'adduction d'eau est équipé de clapets antiretours évitant toute pollution du réseau communal,
- Que les eaux produites sont collectées par le réseau d'assainissement de la ZAC
- Que deux réseaux distincts permettent de gérer les eaux pluviales et celles issues du lessivage des voiries,
- Que le réseau d'eau brute sert essentiellement au nettoyage des silos et à l'alimentation du réseau incendie, lesquelles sont collectées puis dirigées vers une filière adaptée,
- Que les eaux de lavage des silos sont canalisées, filtrées de façon à les séparer des déchets solides, avant d'être dirigées vers le réseau pluviales susceptible d'être polluées,
- Que l'activité du site ne génère pas de poussière,
- Que les principaux équipements générateurs d'émissions sonores sont conformes aux dispositions en vigueur,
- Que l'activité du site ne génère pas de vibration,
- Que l'activité ne génère pas d'émission odorante et lumineuse significative,
- Que les rejets atmosphériques soient principalement les gaz d'échappement,
- Que le trafic de poids lourds par jour est estimé à 100 rotations soit peu significatif au trafic environnant,
- Que les effets de l'activité du site n'a pas d'impact sur la santé humaine,
- Que les déchets produits seront traités suivant leurs catégories.

Conclusion

La présente étude d'incidence environnementale a permis de démontrer que le projet de création de nouvelles installations de stockage aura des effets très limités sur l'environnement d'une manière générale.

En effet, compte-tenu des caractéristiques du projet et des mesures de réduction qui sont prévues :

- Les effets sur l'eau seront négligeables,
- Les effets sur la qualité de l'air seront peu significatifs,
- Les effets sur les sols seront improbables,
- Les effets liés au bruit seront négligeables.
- Les effets sur les sites Natura 2000, aucune mesure n'est nécessaire « site hors des sites Natura 2000 »

En outre, le projet n'engendrera pas de risque pour la santé des populations riveraines.

Enfin, le site étant déjà en partie en exploitation, l'impact des travaux sur la faune présente à proximité du projet sera négligeable.

7. Etude de Danger

Selon le principe de proportionnalité, le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de sa vulnérabilité. Ce contenu est défini par l'article R. 512-9 du Code de l'environnement :

- Description de l'environnement et du voisinage
- Description des installations et de leurs fonctionnements
- Identification et caractérisation des potentiels de danger
- Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers
- Réduction des potentiels de danger
- Enseignements tirés du retour d'expérience (des accidents et incidents représentatifs)
- Analyse préliminaire des risques
- Étude détaillée de réduction des risques
- Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en termes de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection
- Représentation cartographique
- Résumé non technique de l'étude des dangers.

De même, la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 précise le contenu attendu de l'étude de dangers et apporte des éléments d'appréciation des dangers pour les installations classées soumises à autorisation.

7.1. Contenu de Etude

La présente étude de dangers est constituée des étapes suivantes :

- Présentation du demandeur et du contexte de rédaction,
- Présentation générale du projet,
- Description du site (nature et volume de l'activité, quantités des produits présents, rubriques des ICPE concernées, description du site et des installations le composant, les utilités, et organisation de l'exploitation),
- Description de l'environnement de l'établissement (lié à l'activité humaine et naturel),

- Identification des éléments préalables à l'analyse des risques (accidentologie, synthèse des enjeux, localisation et caractérisation des agresseurs externes potentiels, identification et analyse des potentiels de dangers),
- Analyse des risques (analyse préliminaire des risques, caractérisation de l'intensité des phénomènes dangereux),
- Caractérisation et maîtrise des accidents majeurs,
- Détermination des moyens de prévention, de protection et d'intervention.

7.2. L'Etude indique

a) Risques identifiés liés aux produits sont :

- L'incendie, la pollution et la toxicité liés au stockage des produits
- L'incendie et l'explosion liés à la cuve GPL
- L'explosion lié au local « charge des batterie » (concentration entre 4 et 75% d'H2 dans l'air)

Le danger potentiel est lié aux produits qui sont stockés dans les installations.

La maîtrise des risques doit mettre en place les procédures adéquates, gestions des produits, plans, formations.

b) Risques identifiés liés aux activités sont :

- Dans les cellules, le stockage des produits dont les dangers sont : l'incendie, la pollution et la toxicité des fumées,
- Dans les silos le stockage des produits dont les dangers sont : l'incendie, la pollution et la toxicité des fumées,
- Dans le local transformateur liés à l'huile dont les dangers sont : l'incendie suite à l'inflammation des huiles, la pollution en cas de perte du confinement,
- Dans la chaufferie liée à la présence de gaz naturel dont les dangers sont l'incendie en cas d'inflammation du gaz et l'explosion,
- Dans le local accumulateur les dangers sont : l'explosion H2 et pollution,
- Dans le local TGBT le danger est l'incendie électrique,
- Dans la station GPL les dangers sont : l'incendie et l'explosion.

L'étude montre que les risques liés aux équipements ont bien été identifiés

Conclusion

L'analyse des risques liés à l'exploitation du site de la société VAL DE L'ARC a permis de mettre en évidence les scénarii d'incendie d'une cellule de stockage et de l'incendie généralisé de l'entrepôt comme scénarii d'accident majorant.

L'étude de ces scénarii, conformément à l'arrêté du 29.09.05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, a montré que :

- Les zones des effets létaux significatifs relatifs aux flux thermiques des 8 kW/m2 ne sortent pas des limites de propriétés,
- Les zones des effets létaux relatifs aux flux thermiques des 5 kW/m2 sont contenues dans les limites de propriétés pour le stockage de produits plastiques,
- Les zones des effets irréversibles relatifs aux flux thermiques des 5 et 3 kW/m2 sortent des limites de propriété dans le cadre de stockage de palettes multiproduits et n'impactent uniquement les voies de desserte du site et les voies internes de la ZAC.

Pour les conditions atmosphériques étudiées dans le cadre de la dispersion atmosphérique des fumées d'incendie, il n'y a pas de zones d'effets létaux ou irréversibles à hauteur d'homme.

Le site se situe en contrebas de la D113 passant à l'Est. Le profil altimétrique met en évidence que la D113 se situe à 25 m au-dessus du site. Toutefois, la distance d'éloignement entre le site et la D113 est supérieure à 300m. En conséquence, les seuils SPEL et SEI n'atteindront jamais la D113.

De plus, d'après les conclusions issues de l'application des critères d'acceptabilité des risques selon la méthodologie de Mesure de Maîtrise des Risques, **utilisée dans ce dossier par excès**, il s'avère que le scénario d'incendie d'une cellule est modéré et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées et que le scénario d'incendie généralisé est sérieux et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées.

Toutefois, dans un souci de respect de la réglementation applicable aux entrepôts et de facilité d'intervention des services d'incendie et de secours, de nombreuses barrières de sécurité tant techniques qu'organisationnelles seront mises en place.

8. Hygiène et sécurité

L'exploitant produit dans sa demande d'autorisation une notice d'hygiène et sécurité, laquelle répond aux dispositions de l'article R.512-6 du code de l'environnement.

Les principaux textes de référence ont servi à l'élaboration de cette notice.

- La circulaire DRT n° 2006/10 du 14.04.06 relative à la sécurité des travailleurs sur les sites à risques industriels majeurs fait la distinction entre « notice d'hygiène et de sécurité » et « document unique ». Elle précise notamment que :
*« La notice « hygiène/sécurité » ne peut être exhaustive puisqu'elle ne concerne qu'une installation projetée ; de fait, elle intervient en amont du démarrage de l'activité à risques.
Pour une installation nouvelle, la notice représente la phase embryonnaire du futur document unique. Pour une installation existante, à modifier ou à étendre, la notice reprend l'extrait du document unique qui se trouve impacté du fait des nouveaux risques prévisibles, liés aux évolutions projetées de l'installation classée ».*
- Dans le cas présent, il s'agit d'installations partiellement non encore existantes pour lesquelles le document unique n'a pas encore été établi ; la présente Notice s'attachera donc à récapituler l'ensemble des principales règles à respecter et à mettre en place dans la future organisation. Toutefois, le site actuellement en activité dispose d'un document unique.
- Les installations de la société VAL DE L'ARC seront susceptibles d'accueillir environ 10 personnes sur le site. L'ensemble du personnel sera donc consulté pour toute question touchant à l'Hygiène, la Sécurité et des conditions de travail.

Par unité fonctionnelle l'évaluation des risques est correctement menée ;

Unité fonctionnelle 1 : Entrepôts, silos, et zone de stockage extérieure.

Unité fonctionnelle 2 : Activités administratives

Risques particuliers ;

Ils ont été identifiés et ont guidés la conception des locaux tel que :

Le local charge suivant l'arrêté du 29-05-2000 relatif aux prescriptions générales des ICPE sous mises à déclaration sous la rubrique N° 2925

Les locaux spécifiques dont le risque est une atmosphère explosive « ATEX »

Conception des bâtiments suivant les ambiances ;

L'exploitant a pris en compte dans la conception des installations et locaux les principales prescriptions relatives au code du travail.

Conclusion

Les mesures prises répondent aux prescriptions réglementaires.

9- Conclusions motivées

Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur émet les conclusions suivantes :

a) Sur la forme de la procédure

Après avoir pris connaissance du dossier et en avoir constaté la conformité

Après avoir régulièrement paraphé les pièces du dossier ainsi que les 4 registres d'enquête,

Après avoir constaté la conformité de la publicité par voie de presse et la réalité des affichages en fonction de l'arrêté préfectoral

Après avoir assuré 5 permanences aux jours et heures prévues, avoir reçu et entendu les intervenants, avoir enregistré les différents courriers /fiches et avoir pris connaissance des observations déposées,

- Après avoir pris connaissance du dossier et en avoir constaté la conformité
- Après avoir régulièrement paraphé les pièces du dossier ainsi que les 4 registres d'enquête,
- Après avoir constaté la conformité de la publicité par voie de presse et la réalité des affichages en fonction de l'arrêté préfectoral.
-

Le commissaire enquêteur conclut :

- **À la conformité du déroulement de l'enquête publique en fonction de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 N° 2017-283A.**
- **Au respect des procédures administratives de délivrance du permis de construire notamment au code de l'urbanisme articles L.421-1 et suivants, ainsi que les articles L.181-1 et suivant du code de l'environnement relatifs aux installations classées soumises à autorisation « ICPE ».**

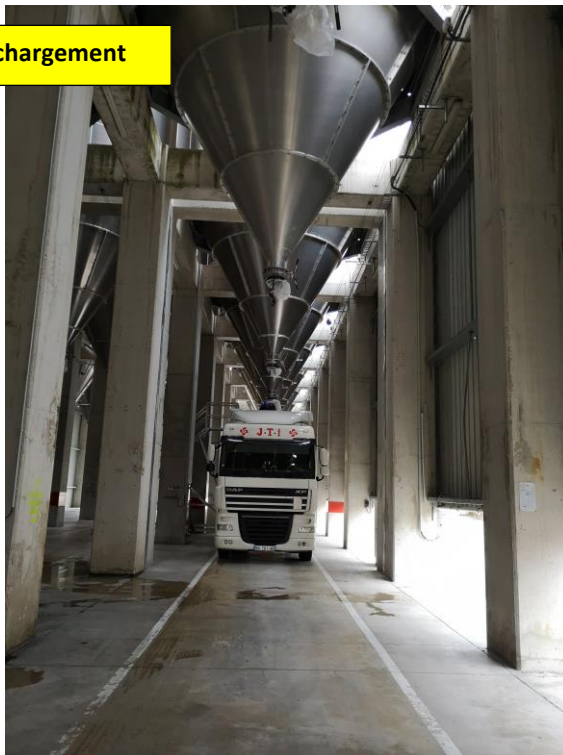
b) Sur le fond et les observations

- Sur le plan environnemental l'ensemble des services ont été consultés, présenté dans les tableaux 1 et 2 d'analyse ci-dessous. Le porteur de projet a répondu à chacune des questions posées.
- Le dossier de demande de permis comportait bien toutes les pièces exigées par la réglementation.
- La Mission Régionale d'Autorité environnementale « MRAe » a demandé entre autres plus d'illustrations et plans, le porteur de projet a répondu :
 - Courriers du 25-05-2018
 - Courriers du 15-11-2018

Le commissaire enquêteur lors de sa visite des lieux « site de VAL de l'ARC » a pu constater que les lieux sont parfaitement entretenus. Les zones d'entreposages sont balisées d'une part au niveau de l'accès aux 53 silos et sur le parc d'entreposage extérieur.

Au moment de la visite deux opérations dans la zone silos étaient en cours l'une au déchargement, l'autre au chargement. Le commissaire enquêteur a pu vérifier que dans les deux cas les procédures d'exploitations sont conformes, tel qu'énoncés dans le dossier. Les mesures de sécurités notamment celles de mises à la terre des camions durant les phases considérées sont respectées. Le personnel exploitant présent indiquait connaître les procédures.

Position du camion sous le silo pour chargement



Déchargement de la citerne du camion

1- Analyse du commissaire enquêteur des dossiers produits des différents Organismes d'Etat DREAL et MRAe.

Organismes	Date	Références	Recommandations- Remarques	Réponses du porteur de Projet	Commissaire Enquêteur conclu
DREAL	10-03-2018	AZ/MB-D0344-2018	15 Remarques de l'UD 13 (DREAL)	Le porteur de projet a répondu aux 15 remarques de l'UD 13 (DREAL), 4 remarques formulées par le SDIS et 2 par la DDTM. Au 30-03-2018 le dossier est mis à l'indice C.	Dans son courrier du 25-05-2018 le porteur de projet a répondu dans le délai. Mise à l'indice C du dossier. Conforme
			4 Remarques du SDIS		
			2 Remarques de la DDTM		
MRAe	05-11-2018	2018-1997	7 recommandations	Le porteur de projet répond aux 7 recommandations. Au 30-03-2018 le dossier est mis à l'indice C.	Dans son courrier du 15-11-2018 le porteur de projet a répondu dans le délai. Mise à l'indice C du dossier. Conforme

Tableau -1-

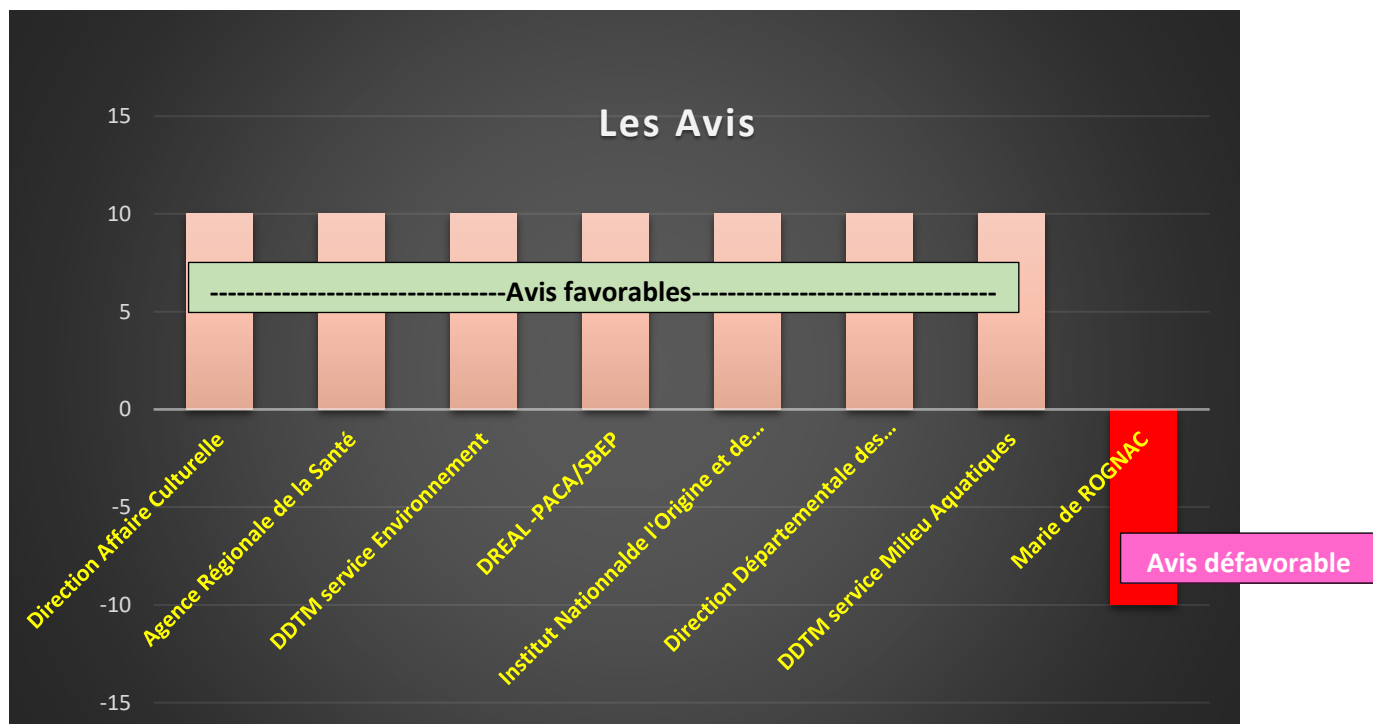
2- Ensemble des avis des différents Organismes d'Etat

Au dossier sont également associés les avis des différents organismes listés ci-après.

Organisme	Références	Date	Commentaires	Constant Commissaire enquêteur
Direction Régionale des Affaires culturelles	FT2018/26800	29-01-2018	En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, le porteur de projet est dans l'obligation d'une déclaration immédiate auprès du maire.	Recommandation à prendre en compte par le porteur de projet. Conforme
Agences Régionale de santé PACA	DT13/SE/ERS/VAL DE L'ARC	02-2-2018	Pas de commentaires particuliers	Avis favorable de l'ARS Conforme
DDTM service environnement		26-02-2018	<ul style="list-style-type: none"> • Conclu au Respect des dispositions d'urbanisme • Conclu à la non incidence sur Enjeux Natura 2000 • Demande Complément au regard de l'article L211-1 	Le porteur de projet a précisé l'étude d'impact page 26, sur la gestion des particules inférieure à 250µm par la mise en place d'un tamis spécifique. Indice C du dossier Conforme
DREAL-PACA/SBEP	Courriel	16-01-2018	Pas d'observation de la part de l'unité Biodiversité SBEP/DREAL	Avis favorable de la DREAL-PACA/SBEP
Institut National de l'Origine et de la Qualité	PJ/02290112018	29-01-2018	Ne s'oppose pas à cette demande d'autorisation d'exploiter cette ICPE sur la commune de Berre l'Etang, dans la mesure où ce projet n'affecte pas les activités liées aux Appellations Origine Contrôlée « AOC » et Indication Géographique Protégée « IPG »	Avis favorable de la DREAL-PACA/SBEP Conforme
Direction départementale des services d'Incendie	X	25-01-2018	Points complémentaires demandé.	Prise en compte par le porteur de projet, dossier en date de 15-11-2018. Indice C du dossier Conforme
Direction départementale des services d'Incendie	X	09-08-2018	Avis favorable sous réserves des prescriptions suivantes : Les mesures prévues au dossier et à son complément devront être respectées L'exploitant devra être en mesure de fournir l'émulseur nécessaire sur un site à la demande des services et de secours.	Dans son courrier du 25-05-2018 le porteur de projet a répondu au 5 demandes. Indice C du dossier Conforme
DDTM pole Milieu Aquatiques	X	27-07-2018	Demande de précisions	Conclu au Respect des dispositions de l'article L211-1 Conforme
Mairie ROGNAC	Délibération N° 19033 du conseil Municipal	23-04-2019	A l'unanimité du conseil Municipal ; Avis défavorable concernant la demande d'autorisation d'exploitation au titre des ICPE formulée par la société VAL de l'ARC sur la commune de Berre l'Etang.	Cet avis s'appuie sur l'augmentation du trafic routier contraire aux prescriptions du SCoT. Pour lequel la mairie de Rognac n'a pas été en mesure d'apporter réponse au questionnaire du commissaire Enquêteur. Voir analyse et avis du commissaire Enquêteur (4).

Tableau -2-

3- Graphique des Avis



Le graphique ci-dessus (Gradué à 10) montre que l'ensemble des organismes d'Etat ont donné un avis favorable à l'extension de la plateforme de logistique. Seule la mairie de ROGNAC lors de son conseil municipal du 23 Avril 2019 donne à l'unanimité un avis défavorable.

Discussion et analyse du commissaire enquêteur sur le bilan des avis.

Les avis produits par les différentes directions et services consultées, indiquent aux vues des questionnements d'une part une bonne analyse et compréhension. Les points portant à interrogations ont été parfaitement explicité afin d'attirer l'attention du porteur de projet, pour qu'il y réponde. Les tableaux 1 et 2 ci-dessus rassemblent les remarques/observations en question. Le porteur de projet a répondu à chacune d'elle dans deux documents en date du 25-05-2018 et du 15-11-2018 suivi par la mise à jour du dossier porté à l'indice C.

L'analyse des documents et des différentes discussions avec les différents services, DREAL, service Urbanisme, Industriel, bureau d'études, SDSI confirment l'état des dossiers et leur mise à jour.

Le commissaire enquêteur conclut à la conformité des dossiers et notamment aux réponses faites par le porteur de projet, par la mise à l'indice C de ses documents.

4- Analyse et avis du commissaire enquêteur « Mairie de Rognac »

Lors du conseil municipal du 23 avril 2019, ce dernier émet un avis défavorable à la demande d'extension des installations d'entreposage VAL de l'ARC. Cet avis s'appuie principalement sur trois considérations :

- ✚ La première concerne la qualité de l'air au regard du trafic de poids lourds prévu sur le site soit 100 rotations par jour.
Le calcul estime à 2,7% du trafic total de la route départementale RD21f, environ 0,5% de la RD113 et 0,07% du trafic total de l'autoroute A7.
- ✚ La seconde concerne l'augmentation significative du trafic routier notamment de poids lourds engendré par l'extension du site, sur des voies largement saturées, contraires aux prescriptions du SCoT en la matière (soit pas plus de 3% d'augmentation sur les axes structurants), avec une augmentation d'émissions atmosphériques dans le secteur.
- ✚ La troisième concerne un rappel de la MRAe qui dit que l'analyse des émissions atmosphériques polluantes représente un enjeu non négligeable vis-à-vis de l'environnement et de la santé publique, à fortiori au niveau des zones d'activités industrielles de Berre l'Etang.

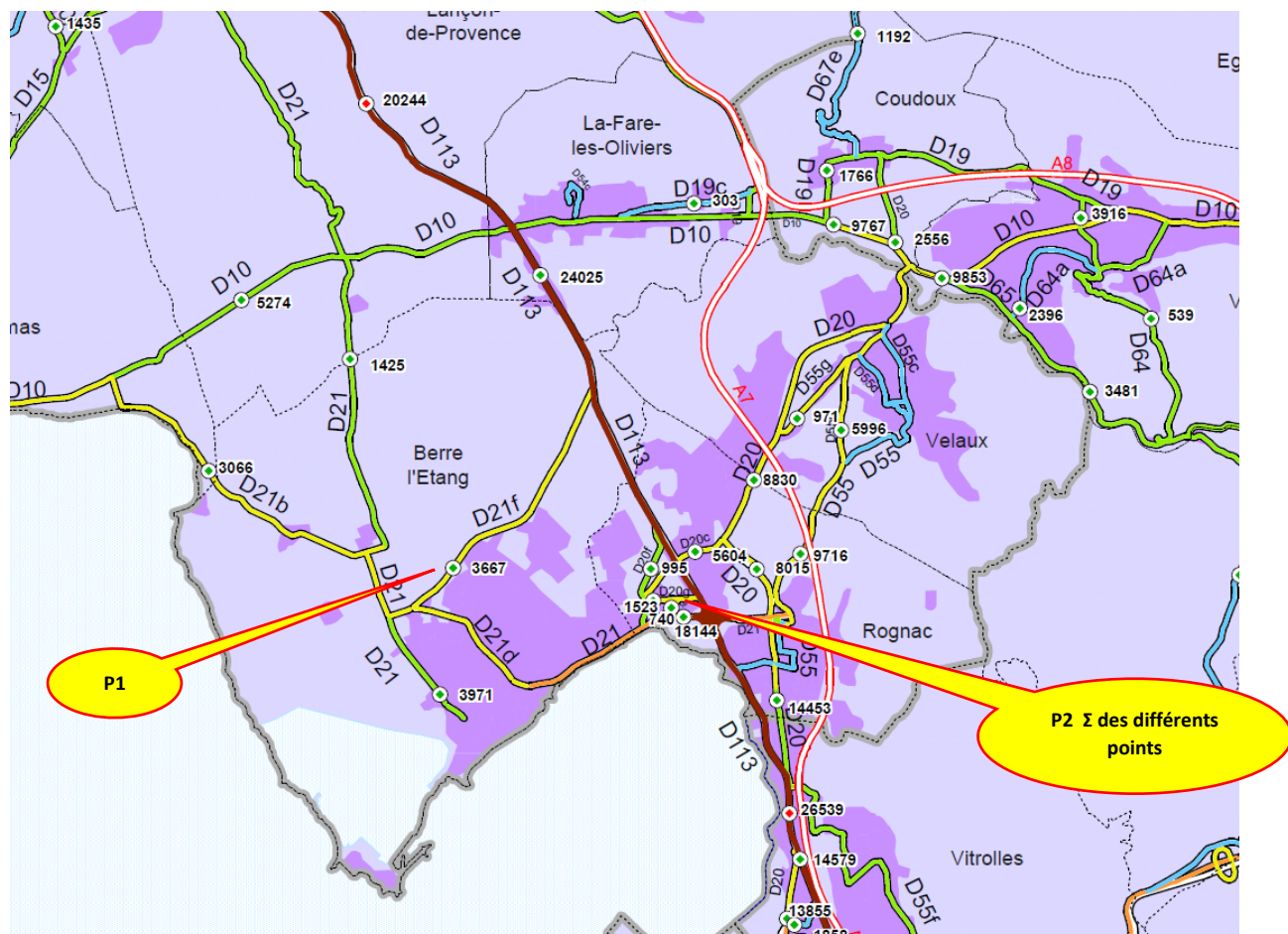
Le tableau ci-dessous présente l'état de la situation des installations actuelles et futures. Actuellement le nombre de rotations est de 30, dans sa configuration future les rotations seront de 99 soit 100.

Installations existantes		Installations futures	
57	Silos de 500m3Produit Vrac	120	Silos de 500m3 pour produit vrac
7200m ²	Stockage extérieur pour produit palatisé Stockage sol+1	3960m ²	Stockage extérieur pour produit palatisé Stockage en masse sol+1
0m ²	Entrepôt pour produit palatisé stockage en Rack sol+5	18000m ²	Entrepôt pour produit palatisé Stockage en Rack sol+5
Trafic actuel		Trafic futur	
Nombre Poids lourd Entrant		Nombre Poids lourd Entrant	
80%	12 Citerne vrac	80%	25 Citernes vrac
20%	3 Camions bâchés	20%	24 camions bâchés
Nombre Poids lourds sortant		Nombre Poids lourds sortant	
80%	12 Citerne vrac	80%	25 citernes vrac
20%	3 Camions bâchés	20%	24 camions bâchés
Total	30	Total	99

Tableau 3

Le porteur de projet a estimé l'augmentation du trafic sur la base des données du conseil général de 2008 dont la carte est présentée ci-dessous, Réf. page 26 du résumé non technique.

5- Carte 2008 produite par l'exploitant et utilisé pour son évaluation

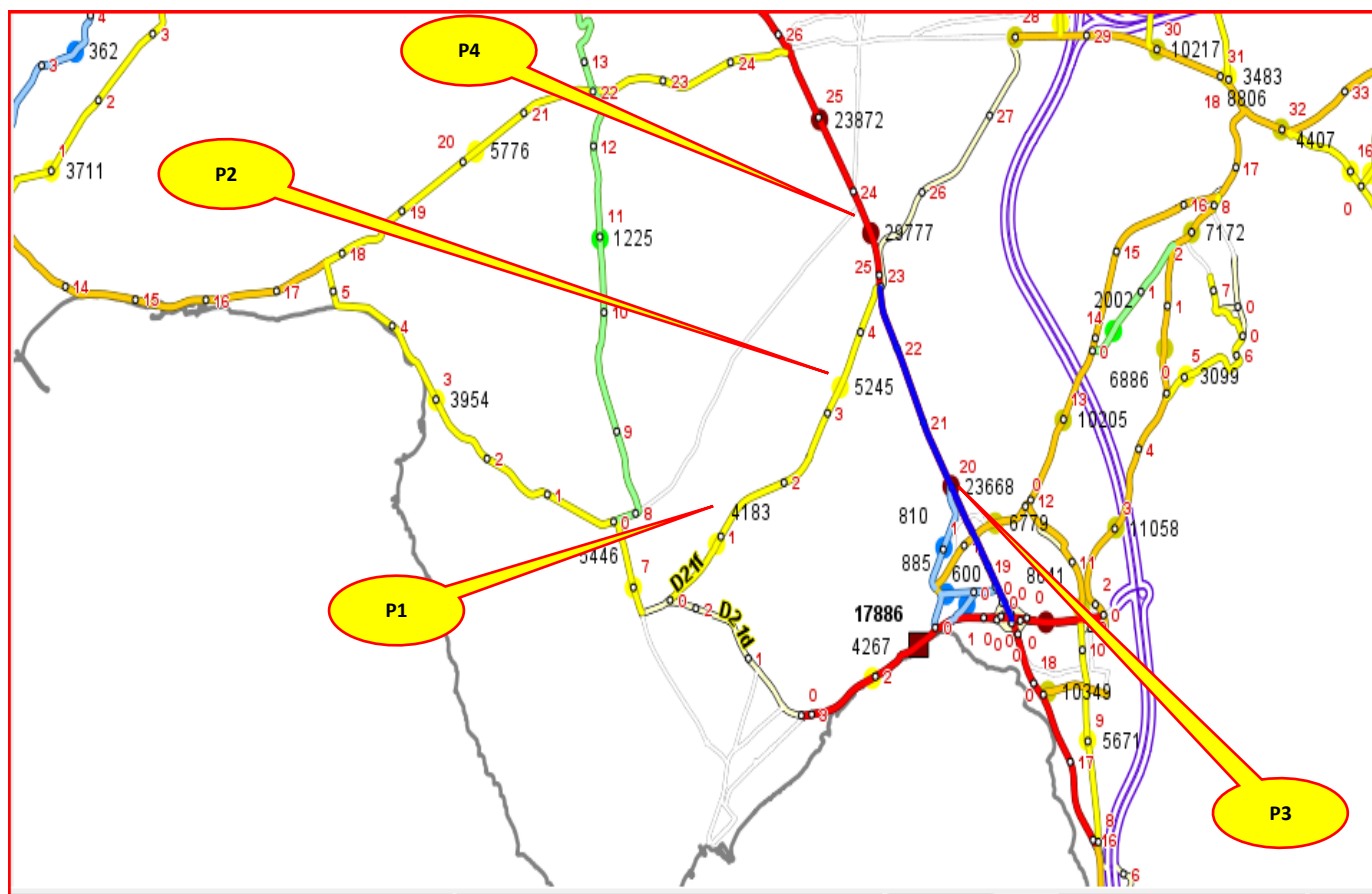


Base de calculs d'augmentation du trafic aux points concernés :

Donnée 2008			
Zone	Lieu	Nombre de véhicules	Augmentation en %
P1	D21f	3367	$100/3367=2.7$
P2	D113	20400	$100/20400=0,49$
NI	A7	14400	$100/14400=0,7$

Tableau 4

6- Carte 2019 produite par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône Direction des Routes et des ports et utilisé par le commissaire enquêteur pour son évaluation



Base de calcul du commissaire enquêteur élargie d'augmentation du trafic aux points concernés :

Donnée 2019			
Zone	Lieu	Nombre de véhicules	Augmentation en %
P1	D21f	4183	$100/4183=2,3$
P2	D21f	5245	$100/5245=1,9$
P3	D113	23668	$100/23668=0,42$
P4	D113	29777	$100/29777=0,33$

Tableau 5

9.1 Discussion

Les calculs produits dans l'étude ont été réalisés, sur la base des données 2008 « tableau 4 », sur la base des données recueillies auprès du Conseil Départemental des Bouches du Rhône Direction des Routes et des ports tableau 5. La carte de 2019 montre une augmentation du trafic sur une période de 11 ans aux points considérés

Sur la base de ces données, l'augmentation du trafic relatif aux 100 rotations jour sont encore moins impactantes, puisqu'au point 1 la valeur passe de 2,7 à 2,3, au point 3 qui est la somme des données la valeur de l'ensemble des comptages passe de 0,49 à 0,42.

Constat, l'impact des 100 rotations des poids lourds ont peu d'impact sur la circulation laquelle a néanmoins augmenté en 11ans.

Sur la base des données, l'impact sur la circulation a été considéré négligeable par l'agence régionale de Santé « ARS », idem pour la Mission Régionale d'Autorité Environnementale « MRAe » qui rappelle effectivement l'impact sur les émissions atmosphérique polluante des activités industrielles de Berre l'étang, mais conclut que l'incidence du projet est jugée faible dans l'étude d'impact au vu de la faible augmentation du trafic de poids lourds estimé à 100 rotations par jour en moyenne.

Extrait du SCoT

Le SCoT fixe comme objectif sur le pôle pétrochimique de Berre-Rognac la consolidation de l'appareil industriel existant, la protection de cette spécialisation pétrochimique et des périmètres de risques technologiques face à des occupations et utilisations du sol sans lien avec la filière.

Extrait du PLU Projet d'Aménagement et de Développement durable PADD Commune de Berre l'étang 12 décembre 2014.

La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopolé Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de projets structurants :

La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.

Pour conclure sur ce point, le schéma fonctionnel présenté ci-dessous indique que l'activité VAL de l'ARC, respecte les critères fixés par le SCoT en s'inscrivant dans le plan de développement en contribuant à la consolidation l'activité pétrochimique des producteurs tels **LyondelBasell-Ineos-Kraton** implantés sur Berre et Lavera.

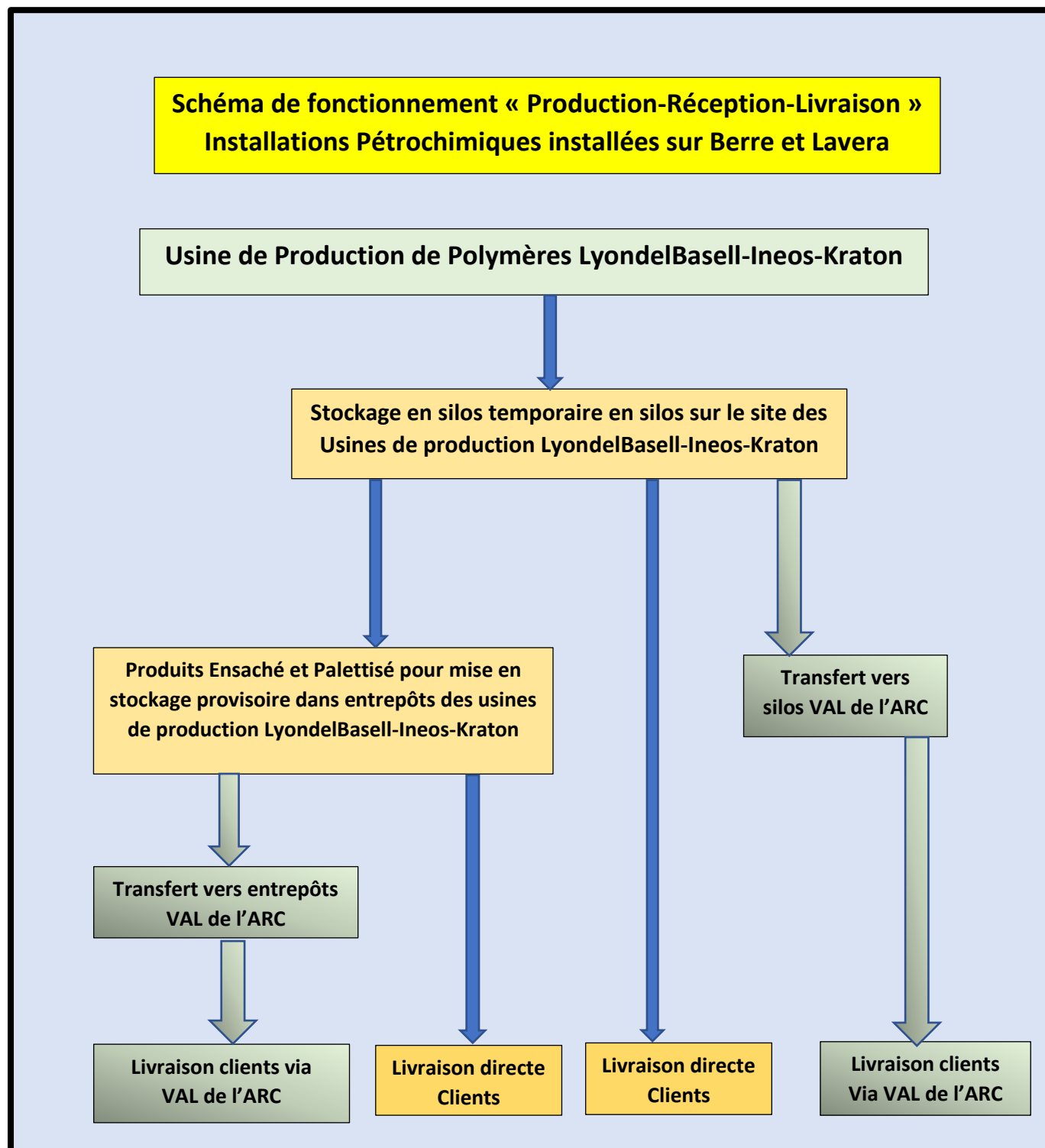
Par la délivrance du permis de construire, la mairie de Berre l'Etang a considérée que l'activité de la société VAL de l'ARC s'inscrit dans le respect des prescriptions du SCoT et de son PLU -PADD lequel reprends lesdites prescriptions.

La mairie de Rognac n'a pas apporté réponse au questionnaire du commissaire enquêteur sur la valeur des 3%.

Dans la recherche de cette information le commissaire enquêteur s'est également rapproché du service urbanisme de Berre l'Etang, lequel lui a répondu dans son mail du 07 mai 2019 ne pas trouver cette valeur.

Au regard du calcul et des éléments présentés ci-dessus, le commissaire enquêteur conclut que l'impact des poids lourds sur la circulation est négligeable. Compte tenu qu'aucune réponse n'a été apportée par la mairie de Rognac sur la valeur de 3%, le commissaire enquêteur suppose que cette valeur n'existe pas.

9.2 Schéma Fonctionnel



9.3 Observations et remarques

9.3.1 Présentation des Questions et observations Commune de VELAUX

Au total sur le registre 1 demande accompagnée de 2 fiches comportant 20 Questions et Observations présentées dans le tableau ci-dessous, lequel reprend à l'identique les observations formulées lors de la permanence du 16 avril 2019 à la mairie de Velaux.

Les questions et observations, couvent un large panel, classées en cinq catégories différenciées par un code couleur.

Type de question	Repère	Couleur
Technique	T	
Non technique	NT	
Environnement	E	
Hors sujet	HS	
Politique	P	

Date	16 avril 2019	Moyen	R	C	@	Identité du demandeur	Madame Claire ADOULT représentant les élus d'opposition de Velaux du groupe Velaux en Avant (pour les 20 questions)
			X				
Numéro	Observation / Questions						
1T	Vous annoncez 100 rotations/jours pour 65 silos de 500mt. 20.000m ² de stockage couvert, alors que sur le site pétrochimique LBI une unité de 8 silos charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.						
R1-1	Réponses/Commentaire Porteur de projet						
	Voir Procès-verbal de synthèse						
R1-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
	Le site est sous la responsabilité de l'exploitant, jugé compétant en matière de logistique, cœur de métier de KATOEN NATIE, qui exploite d'autres sites du même type, il est donc seul à pouvoir répondre à cette question.						
2 T	Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffré ! et page 24 il est également marqué une estimation de 100 rotations/jour.						
R2-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
	Voir Procès-verbal de synthèse						
R2-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
	Question proche de la 1T. C'est à l'exploitant de répondre à la question. Remarque Il n'est pas noté « augmentation » mais « fréquence ».						
3 PI	Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ses activités. Société GCA Rognac 30 silos (Stockage PVC+PP+PE) KATOEN déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONEPVC 12 Silos (dont 8 de 2000m ³). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? si non, quel est l'intérêt d'en rajouter.						
R3-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
	Voir Procès-verbal de synthèse						
R3-2	Commentaire Commissaire Enquêteur						
	Cette question est purement liée à la politique industrielle de chaque industriel, l'optimisation des installations relève des choix stratégiques de chacune d'elle. La stratégie industrielle ne rentre pas dans le périmètre de ladite enquête. La réponse se trouve aussi dans le plan global d'aménagement de la zone de Berre dont le SCot et le PADD fixent les grandes lignes du développement économique et le maintien des activités pétrochimique.						

4 PI	Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée ? n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau ou KATOEN est déjà présent.
R4-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R4-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
L'industriel est propriétaire du terrain, les installations actuelles présentes sur le site sont en exploitation, il est libre de ses choix industriels. La notion de surdimensionnement est subjective !	

5 PI	Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.
R5-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R5-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le site VAL DE L'ARC va créer dans sa nouvelle configuration environ une dizaine d'emplois directs. Il appartient à l'industriel de répondre à cette question.	
6 HS	Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site.
R6-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R6-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimique, de favoriser le développement en lien avec la RD113. (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCOT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.	
7 NT	A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'étang, sera vite saturé, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdire, mais c'est l'accès le plus court en sortant de l'autoroute.
R7-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R7-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Dans son courrier du 24-04-2019 le commissaire enquêteur s'est rapproché de la Direction des Routes Arrondissement de Berre l'Etang, laquelle lui a répondu par mail du 03-05-2019 en lui transmettant la carte du trafic du secteur considéré (Plan joint). Parallèlement à cette demande le commissaire enquêteur a consulté de façon aléatoire Info-traffic sur plusieurs jours dont les cartes sont jointes. Il ressort de l'analyse de ces cartes que le trafic ne présente pas une saturation particulière ou permanente. Plusieurs photos jointes Google (prise un jour J) des différentes zones ne montrent pas un trafic saturé aux points considérés.	
8 NT	Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé.
R8-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R8-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
D'après l'enquête conduite, il semblerait que ce Rond-point ait amélioré la circulation, l'ensemble des photos jointes ainsi que les relevés Info -Trafic joints ne montrent pas que cet endroit soit particulièrement saturé. Quelques petits blocages et ralentissements sont néanmoins constatés.	

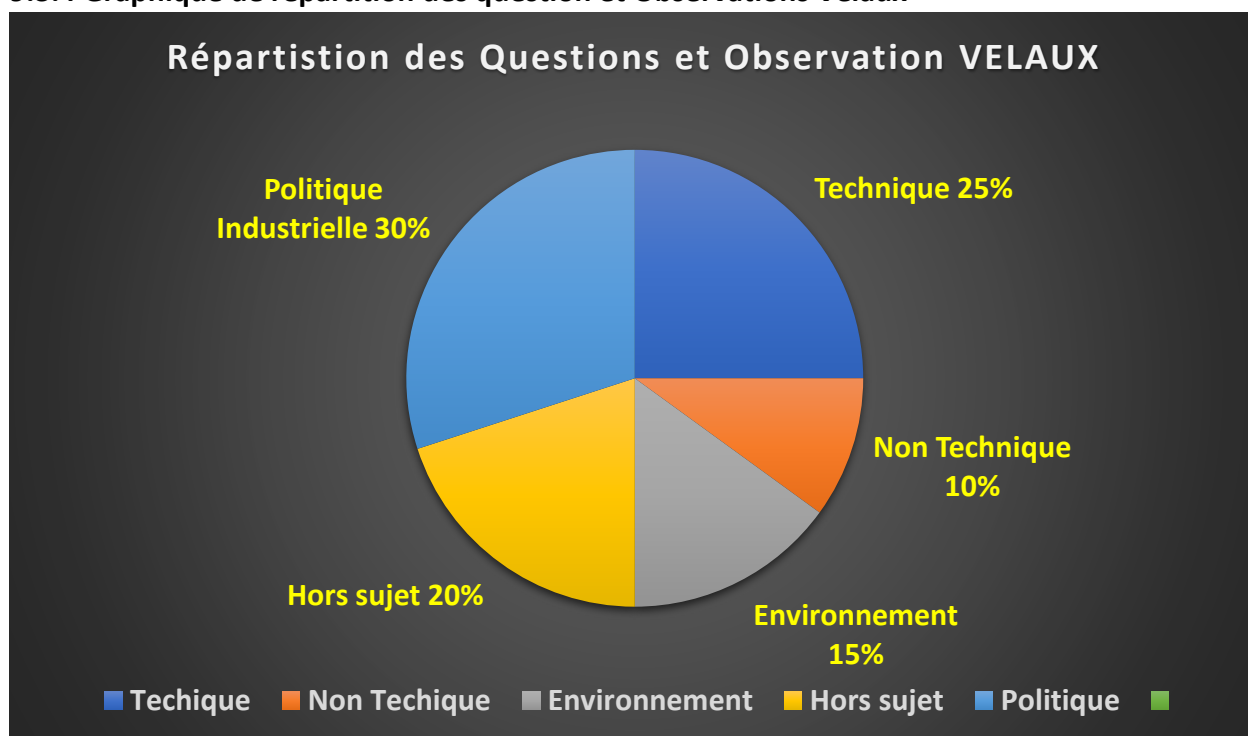
9 HS	En sous dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et accident de circulation routière de la zone.
R9-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R9-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>La question n'a pas de lien direct avec le projet VAL de l'ARC.</p> <p>Toutefois afin de préciser plus largement : source PADD Berre l'Etang page 15/27.</p> <p>La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopoie Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de deux projets structurants :</p> <p>La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux qui présente un intérêt supracommunal.</p> <p>Le secteur de l'Aérodrome constitue également un site à enjeux pour le développement économique. Le SCoT identifie un site économique d'importance locale sur la commune de La Fare. Ce site pourrait s'étendre sur la commune de Berre-l'Etang le long de la RD 113. Ce site, situé autour de l'aérodrome s'inscrit en continuité de l'urbanisation de la commune de La Fare les Oliviers.</p> <p>Toutefois dans le cadre des évolutions et des enjeux économiques de la région, il appartient à cette dernière de prendre en compte le dimensionnement des équipements et infrastructures routières, chose qu'elle a sans aucun doute identifié dans sa stratégie globale.</p>	

10 PI	A-t-on identifié l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN.
R10-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R10-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Cette question concerne la politique industrielle de chaque acteur industriel du secteur, cela leur est propre. La notion de concurrence n'a rien à voir avec le projet et notamment avec l'enquête. Le commissaire enquêteur n'émet aucun commentaire.	
11 T	A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?
R11-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R11-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Au regard des études produites par le porteur de projet, l'analyse, les questions produites par les différents services d'état ainsi que les réponses apportées par l'industriel, n'indiquent point un d'oubli ou interprétations erronées. D'autre part l'exploitant présente dans son étude de Danger l'analyse préliminaire des risques et les mesures conservatoires.	

12 PI	Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie et CABOT, pour envisager du stockage dans cette zone déjà endommagée et polluée. L'espace paysagiste et environnemental est déjà dégradé dans cette zone et une activité agricole est directement impactée par cette activité routière et également de chargement de PVC à cause du vent.
R12-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R12-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
La première partie de la question est propre aux stratégies industrielles. La seconde partie de la question trouve ses réponses dans le plan d'aménagement inscrit dans le SCoT et le PADD de la commune de Berre l'Etang. L'Agence Régionale de Santé « ARS » n'a fait aucun commentaire particulier sur la mise en suspension de PVC dans l'air.	
13 E	Aucun brûlage de déchets n'est annoncé. Donc où et comment seront-ils traités ?
R13-1	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R13-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Toutes activités mettant en œuvre une flamme est interdite sur le site. Sauf celles relatives aux opérations de maintenance pour lesquelles un permis feu est délivré par l'exploitant. Les déchets suivent les filières adéquates, traité au chapitre 4.5 de l'Etude d'Impact.	
14 T	P24. Le site ne réalise actuellement pas de chargements avant 7h00 ni après 18h00 (horaire d'ouverture et fermetures annoncées de ce site (6h00-22h00)).
R14-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R14-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le fonctionnement du site est sous la responsabilité de l'employeur. Les horaires de travail se caractérisent par l'organisation du temps de travail et la présence d'un salarié au sein de l'entreprise. L'exploitant organise les plages d'horaires de travail au regard des producteurs industriels et dans le respect du code du travail en vigueur.	
15 E	La présence d'animaux sur le site ne pourra pas être occultée, car sur le site pétrochimique, malgré les battues organisées, en recense toujours.
R15-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R15-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Ce point a été abordé dans l'étude d'impact « incidences Natura 2000 » qui conclut qu'il n'y a aucun animal sur le site. Du fait de la connaissance du site et des lieux environnant, il appartient à l'exploitant d'y répondre.	
16 E	P25 les dispositions pour éviter les envols de déchets ne sont pas précisées, donc envisageables par fort vent. (il s'agit de matières plastiques, produit en emballage)
R16-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R16-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Dans son étude d'impact page 35, l'exploitant a pris en compte l'arrêté préfectoral N° 96-208 du 01-08-1996.	
17 T	P.25 les impacts sur la santé du site n'intègrent pas les risques liés à l'activité pétrochimique. Cette zone est par conséquent proche d'un site classé SEVESO et des risques de fuite de produits venant de l'extérieur sont-ils intégrés ?
R17-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R17-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Chaque installation décrit dans son analyse de risque et d'impact les régimes de fonctionnement qui leurs sont propres, forcément soumise à enquête publique. Val de l'ARC a réalisé son étude d'impact conformément aux articles R 512-6 à R512-10 du code de l'environnement. Par contre VAL de l'ARC n'a pas à intégrer dans son étude les risques et l'impact des sites industriels voisins qui sont seuls à pouvoir le faire et pour cause, ils maîtrisent leur Process, lesquels ont forcément répondu lors de l'instruction de leurs dossiers aux mêmes exigences qui se posent à VAL de l'ARC.	

18 PI	P27 les émissions sonores ne feront qu'augmenter en fonctions du développement de cette zone qui sera amenées à être densifiées lorsque le site pétrochimique arrivera en fin de vie. Les activités agricoles et touristiques génératrice d'emplois ne seront plus envisageables.
R18-1	Réponse /commentaire Porteur de projet Voir Procès-Verbal de Synthèse
R18-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur A la même page « P27 Résumé non technique » l'exploitant a répondu à la question, les réponses plus détaillées sont présentées en P41 et 42 de l'étude d'impact : sur les régimes et consignes d'exploitation qui seront mises en place afin de limiter les émissions sonores. Pas de réponse sur la deuxième partie de la question qui semble associer la zone d'activité aux activités agricoles et touristiques, qui sont des zones bien distinctes et parfaitement identifiées dans le PLU de la commune de Berre l'Etang.
19HS	Une accumulation de ce genre d'activité logistique est synonyme de mort annoncée de tout autre activité valorisante pour notre région.
R19-1	Réponse /commentaire Porteur de projet Voir Procès-Verbal de Synthèse
R19-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimiques (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory-Parc possède une situation stratégique et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.
20HS	Forte réduction de la valeur foncière des terrains
R20-1	Réponse /commentaire Porteur de projet Voir Procès-Verbal de Synthèse
R20-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur Pas de commentaire particulier sur cette question

9.3.4 Graphique de répartition des question et Observations Velaux



9.3.2 Conclusion sur les Questions et observations Velaux

Le commissaire enquêteur a répondu à chacune des questions et observations, les précisions spécifiques à la politique industrielle notamment ont été laissées à l'appréciation du porteur de projet, lequel a répondu à chacun des points consultables sur le Procès-Verbal de synthèse.

Le commissaire enquêteur ne considère pas que les questions et remarques soulèvent un véritable questionnement pouvant remettre en cause le projet d'extension, alors que la principale préoccupation est d'ordre politique industrielle.

9.3.3 Présentation des Questions et observations Commune de Berre l'Etang

Le document de 12 questions et observations a été transmis le 10 mai 2019 par courrier électronique à l'adresse de la Préfecture. Les questions et observations sont identiques à celles apportées par « Velaux en Avant », elles sont néanmoins présentées et analysées indépendamment.

Les questions et observations, couvrent un large panel, classées en cinq catégories différenciées par un code couleur.

Type de question	Repère	Couleur
Technique	T	
Non technique	NT	
Environnement	E	
Hors sujet	HS	
Politique	P	

Date	09 mai 2019 Mail remis par la préfecture au commissaire Enquêteur le 10 mai 2019	Moyen	R	C	@	Identité du demandeur	Madame Sonia BENNACEUR Bonjour, habitant Berre l'Etang je m'inquiète de ce projet notamment au niveau environnementale, sonore et de la circulation des différentes communes proches. Je me pose de nombreuses questions qui coïncide avec le groupe de Velaux. Je ne trouve aucun élément positif personnel.
Numéro	Observation /Questions						
1T	Vous annoncez 100 rotations/jours pour 65 silos de 500mt. 20.000m ² de stockage couvert, alors que sur le site pétrochimique LBI une unité de 8 silos charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.						
R1-1	Réponses/Commentaire Porteur de projet						
Voir Procès-Verbal de Synthèse							
R1-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Le site est sous la responsabilité de l'exploitant, jugé compétant en matière de logistique cœur de métier de KATOEN NATIE, qui exploite d'autres sites du même type, il est donc seul à pouvoir répondre à cette question.							
2 T	Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffré ! et page 24 il est également marqué une estimation de 100 rotations/jour.						
R2-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
Voir Procès-Verbal de Synthèse							
R2-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Question proche de la 1T. C'est à l'exploitant de répondre à la question. Remarque Il n'est pas noté « augmentation » mais « fréquence ».							

3 PI	Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ses activités. Société GCA Rognac 30 silos (Stockage PVC+PP+PE) KATOEN déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONEPVC 12 Silos (dont 8 de 2000m3). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? si non, quel est l'intérêt d'en rajouter.
R3-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R3-2	Commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Cette question est purement liée à la politique industrielle de chaque industriel, l'optimisation des installations relève des choix stratégiques de chacune d'elles. La stratégie industrielle ne rentre pas dans le périmètre de ladite enquête.</p> <p>La réponse se trouve aussi dans le plan global d'aménagement de la zone de Berre dont le SCot et le PADD fixent les grandes lignes du développement économique et le maintien des activités pétrochimique.</p>	
4 PI	Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée ? n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau ou KATOEN est déjà présent.
R4-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R4-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
L'industriel est propriétaire du terrain, les installations actuelles présentes sur le site sont en exploitation, il est libre de ses choix industriels. La notion de surdimensionnement est subjective !	
5 PI	Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.
R5-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R5-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le site VAL DE L'ARC va créer dans sa nouvelle configuration environ une dizaine d'emplois directs. Il appartient à l'industriel de répondre à cette question.	
6 HS	Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site.
R6-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R6-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimiques, de favoriser le développement en lien avec la RD113.</p> <p>(Page 15/26 du PADD).</p> <p>La zone d'activités EuroFlory-Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCot identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.</p>	
7 NT	A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'étang, sera vite saturé, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdire, mais c'est l'accès le plus court en sortant de l'autoroute.
R7-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
R7-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Dans son courrier du 24-04-2019 le commissaire enquêteur s'est rapproché de la Direction des Routes Arrondissement de Berre l'Etang, laquelle lui a répondu par mail du 03-05-2019 en lui transmettant la carte du trafic du secteur considéré (Plan joint).</p> <p>Parallèlement à cette demande le commissaire enquêteur a consulté de façon aléatoire Info-traffic sur plusieurs jours dont les cartes sont jointes. Il ressort de l'analyse de ces cartes que le trafic ne présente pas une saturation particulière ou permanente. Plusieurs photos jointes Google (prise un jour J) des différentes zones ne montrent pas un trafic saturé aux points considérés.</p>	

8 NT	Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé.
R8-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R8-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	D'après l'enquête conduite, il semblerait que ce Rond-point ait amélioré la circulation, l'ensemble des photos jointes ainsi que les relevés Info -Trafic joints ne montrent pas que cet endroit soit particulièrement saturé. Quelques petits blocages et ralentissements sont néanmoins constatés.

9 HS	En sous dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et accident de circulation routière de la zone.
R9-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R9-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur

La question n'a pas de lien direct avec le projet VAL de l'ARC.

Toutefois afin de préciser plus largement : sources PADD Berre l'Etang page 15/27.

La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopoie Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de deux projets structurants :

La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux qui présente un intérêt supracommunal.

Le secteur de l'Aérodrome constitue également un site à enjeux pour le développement économique. Le SCoT identifie un site économique d'importance locale sur la commune de La Fare. Ce site pourrait s'étendre sur la commune de Berre-l'Etang le long de la RD 113. Ce site, situé autour de l'aérodrome s'inscrit en continuité de l'urbanisation de la commune de La Fare les Oliviers.

Toutefois dans le cadre des évolutions et des enjeux économiques de la région, il appartient à cette dernière de prendre en compte le dimensionnement des équipements et infrastructures routières, chose qu'elle a sans aucun doute identifié dans sa stratégie globale.

10 PI	A-t-on identifié l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN.
R10-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R10-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Cette question concerne la politique industrielle de chaque acteur industriel du secteur, cela leur est propre. La notion de concurrence n'a rien à voir avec le projet et notamment avec l'enquête. Le commissaire enquêteur n'émet aucun commentaire.

11 T	A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?
-------------	--

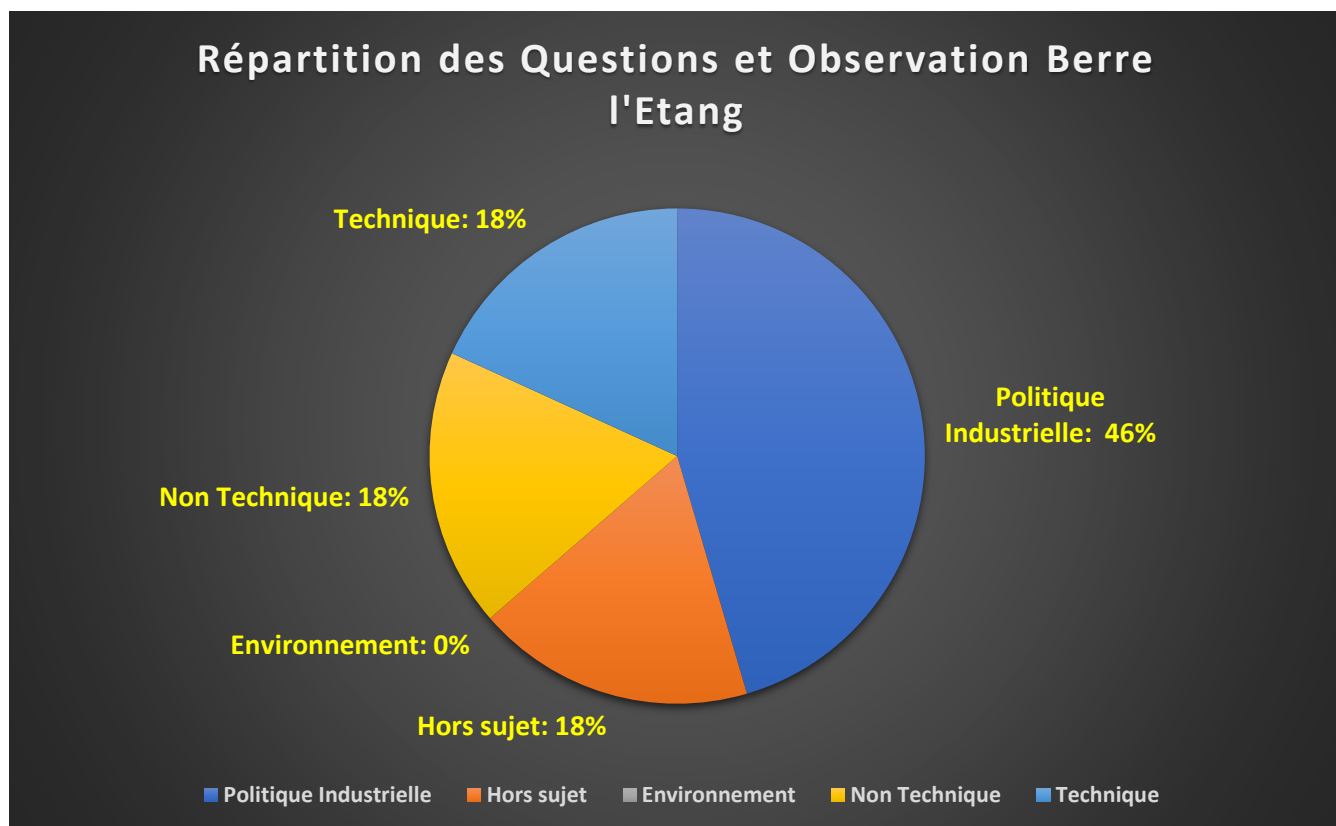
R11-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R11-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur

Au regard des études produites par le porteur de projet, l'analyse, les questions produites par les différents services d'état ainsi que les réponses apportées par l'industriel, n'indiquent point un oubli ou interprétations erronées. D'autre part l'exploitant présente dans son étude de Danger l'analyse préliminaire des risques et les mesures conservatoires.

12 PI	Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie
R12-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R12-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur

Pas de commentaire du commissaire enquêteur.

9.3.5 Graphique de répartition des question et Observations Berre l'Etang

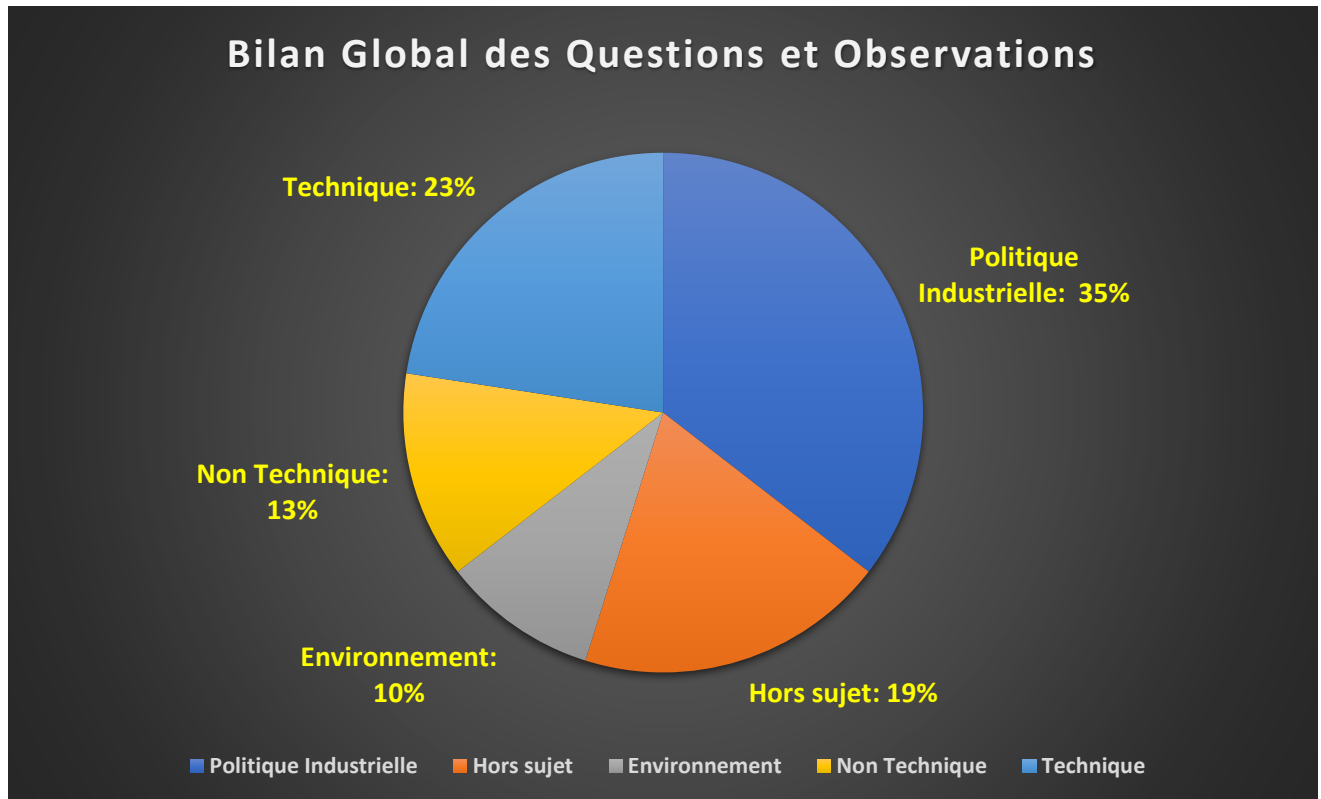


9.3.6 Conclusion sur les Questions et observations Commune de Berre l'Etang

Le commissaire enquêteur a répondu à chacune des questions et observations, les précisions spécifiques à la politique industrielle ont notamment été laissées à l'appréciation du porteur de projet, lequel a répondu à chacun des points consultables sur le Procès-Verbal de synthèse.

Le commissaire enquêteur ne considère pas que les questions et remarques soulèvent un véritable questionnement pouvant remettre en cause le projet d'extension, alors que la principale préoccupation est d'ordre politique industrielle.

Conclusion générale



L'analyse de ce graphique montre que 35% des questions et observations présentent un intérêt particulier du public à la politique industrielle de la société VAL de l'ARC et ce au regard des industriels de la pétrochimie de l'Etang de Berre. Certaines des questions et observations laissent présumer une possible connaissance du fonctionnement de l'industrie pétrochimique lié aux produits tel que le PVC, mais sans véritablement en connaître le process et l'environnement industriel, le stockage des produits et plus précisément la logistique aval semble ne pas être appréciée. Le schéma fonctionnel page 25 permet de mieux situer VAL de l'ARC dans l'environnement des industriels de la pétrochimie de Berre l'étang et Lavera.

L'aspect environnemental ne représente que de 10% de l'ensemble des questions et remarques, sachant que 19% sont considérées hors sujet.

L'aspect technique ne représente que 23%, sans pour cela démontrer l'incompatibilité entre le fonctionnement actuel et futur du site VAL de l'ARC.

L'aspect non technique n'est pas lié au site lui-même mais au trafic routier, pour lequel il a été acté par les services de l'état que l'impact était négligeable, puis démontré que la valeur de 3% n'a aucun fondement, effectivement la mairie de Rognac n'a pas été en mesure de produire ses sources, donc confirmer cette valeur.

L'ensemble des questions et remarques n'a été apporté que par deux personnes, l'une représentant le groupe « Velaux en Avant », une autre qui a repris intégralement les 12 premières questions et remarques du groupe « Velaux en avant », mais traité indépendamment.

Le commissaire enquêteur appui sa décision sur :

- + Les réponses qu'il a faite après analyse des questions et observations du public,
- + L'analyse des dires des organismes d'état consultés,
- + Les réponses produites par le porteur de projet aux demandes complémentaires des organismes d'état consultés,
- + L'analyse des réponses du porteur aux questions et observations du public (voir Procès-Verbal de Synthèse),
- + Le bilan des avis schématisé « graphique des avis » page 20,
- + Le bilan relatif au calcul de la densité de circulation engendrée par les poids lourds,
- + L'analyse des photos produites par Trafic-Info,
- + L'analyse des photos qu'il a lui-même prise des axes routiers considérés par le public,
- + L'analyse du SCoT et du PLU - PADD de Berre l'Etang,
- + L'analyse de la répartition des questions et observations du public,
- + L'analyse du graphique « bilan global »,
- + L'analyse de l'étude d'impact,
- + L'analyse de l'étude de risque,
- + L'analyse globale du dossier porté à l'enquête publique,

En conclusion, au vu des éléments développés ci-dessus, au vu de l'intégralité des éléments recueillis au cours de l'enquête confiée par le tribunal administratif, aux réponses fournies par le porteur de projet au procès-verbal de synthèse, des observations recueillies au cours de l'enquête et de l'analyse du commissaire enquêteur,

Le commissaire d'Enquêteur donne un AVIS FAVORABLE à la demande d'extension de la plateforme logistique VAL de l'ARC avec les recommandations développées ci-après

JC CICCARIELLO



Recommandations

Numéros	Recommandations relatives à une meilleure gestion de maîtrise de la sécurité opérationnelle sur une échelle de 10	Niveau D'importance
1	Préciser sur les dossiers le local dédié au système d'extinction sprinkler, par une note complémentaire d'exploitation et maintenance.	9
2	Fixer les objectifs pour la mise en place des moyens garantissant la permanence des systèmes d'extinctions incendies : contrôles, maintenance, essais périodes etc.	9
3	Rédiger ou compléter le document unique au regard des installations nouvelles et des risques nouveaux,	9
4	Afficher dans la zone ATEX les panneaux réglementaires décrivant les risques et conséquences	9
5	Disposer à chaque poste de travail Silos, cellules, stockage extérieur la fiche procédure spécifique par exemple « logigramme des opérations ».	8
6	Contrôler les installations par un renvoi d'une image vidéo de chacune des zones dans le bureau du responsable d'exploitation,	7
7	Contrôler les installations par un renvoi des alarmes incendie des différents locaux dans le bureau du responsable d'exploitation	7
8	Editer une fiche dédiée à l'intervention du personnel en cas d'accident, la disposer dans les bureaux administratifs,	9
9	Disposer aux différents endroits du site le plan avec position du lieu où l'on se trouve	8
10	Disposer points d'appel « Urgence – téléphone- coup de poing » dans les différents locaux du site, en liaison avec le bureau du chef d'exploitation	9
11	Préciser le point de rassemblement en cas d'accident ou incident	9
12	Renseigner un registre d'état de la situation des installations chaque fin de journée. Registre disposé dans le bureau du chef d'exploitation.	8
13	Rédiger des procédures opérationnelles simples et leur mise à jour.	9
14	Impliquer le personnel exploitant dans la démarche d'amélioration de la qualité et de la sécurité d'exploitation.	9
15	Disposer d'une supervision dans le bureau du chef d'exploitation	7

Compagnie des Commissaires Enquêteurs Provence Alpes

